

Alpes-Maritimes

La création d'entreprise en 2021 et son évolution depuis 2009

Précaution de lecture : cette fiche statistique est le reflet des valeurs observées en 2021 en matière de création d'entreprise. Une partie des évolutions annuelles constatées s'expliquent par un effet de base lié aux variations plus au moins fortes de la dynamique entrepreneuriale (à la baisse puis à la hausse) engendrées par la crise sanitaire en 2020 dans chaque territoire. Cette dynamique entrepreneuriale hors effet de crise est étudiée dans la note d'analyse annuelle.

Sommaire

1.	Vue d'ensemble de la création d'entreprise
2.	La création d'entreprise par secteur d'activité
3.	La création d'entreprise par statut juridique
4.	La création d'entreprise par taille et les emplois créés page 7
5.	Focus zones d'emploi
6.	Focus communes page 9
7.	Focus zones de revitalisation rurale (ZRR)
8.	Focus quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) page 1
9.	Note méthodologique

La création d'entreprise dans le département en 2021 : principaux résultats

- 26 382 entreprises ont été créées dans le département des Alpes-Maritimes en 2021, soit 25 % des nouvelles entreprises de l'année de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- La création d'entreprise a augmenté de + 20 % par rapport à 2020 dans les Alpes-Maritimes, contre + 25 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur et + 21 % en France métropolitaine hors Île-de-France.
- Dans ce département, la dynamique entrepreneuriale a surtout été portée par les entreprises classiques : + 20 % de créations chez les micro-entrepreneurs contre + 21 % pour les entreprises classiques en variation annuelle.
- Le département compte 243 créations pour 10 000 habitants, contre 206 en Provence-Alpes-Côte d'Azur et 125 en France métropolitaine hors Île-de-France.
- A minima, 752 emplois ont été créés dans le département par les 434 nouvelles entreprises qui employaient au moins un salarié au démarrage de leur activité.
- Les 20 activités les plus prisées (en nombre de créations d'entreprises) représentent 54 % de la création totale d'entreprise du département. Les trois premières sont :
 - autres activités de poste et de courrier (5320Z) avec 2 921 créations (+ 62 %) :
 - conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (7022Z) avec 1 628 créations (+ 15 %);
 - nettoyage courant des bâtiments (8121Z) avec 1 228 créations (+ 25 %).
- Les 3 activités avec les plus fortes hausses du nombre de créations sont :
 - édition de journaux (5813Z) avec 39 créations (+ 3 800 %);
 - administration d'immeubles et autres biens immobiliers (6832A) avec 76 créations (+ 280 %);
 - activité des économistes de la construction (7490A) avec 165 créations (+ 244 %).
- 327 entreprises ont été créées en Zones de revitalisation rurale (ZRR; soit 1 % des créations du département), 10 027 en Zones d'aide à finalité régionale (AFR; 38 %), 199 dans les Petites villes de demain (PVD; 1 %) et 1 732 dans les communes Actions coeur de ville (ACV; 7%).
- Le taux de renouvellement des entreprises s'établit à 174 nouvelles immatriculations pour 1 000 entreprises existantes en 2019 (dernière année disponible). Il est de 186 en Provence-Alpes-Côte d'Azur et de 177 en France métropolitaine hors Île-de-France.
- 1 028 établissements d'entreprise ont été créés dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) en 2019 (dernière année disponible), soit 4 % de la création totale d'établissement dans le secteur marchand non agricole du département (23 468).

Vue d'ensemble de la création d'entreprise

Principaux indicateurs du département, de sa région et de la France métrop. hors Île-de-France

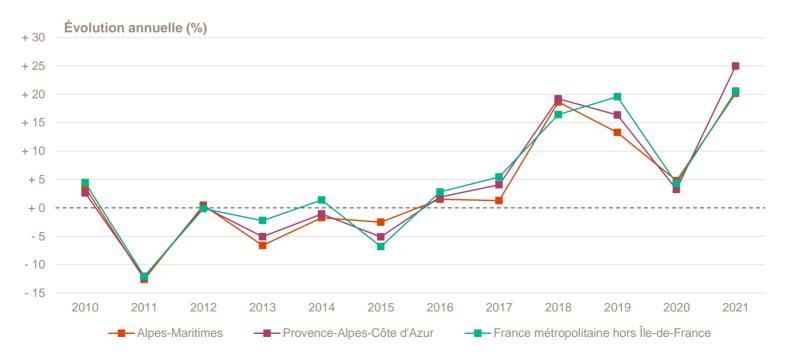
Année 2021	Alpes-Maritimes	Provence-Alpes-Côte d'Azur	France métropolitaine hors Île-de-France
Créations d'entreprises	26 382	104 068	694 175
Micro-entrepreneurs ^a	17 977	70 048	458 261
Entreprises classiques	8 405	34 020	235 914
Stock d'entreprises	151 989	560 921	3 926 570
Taux de renouvellement (‰) ^c	174	186	177
Évolution annuelle (%)			
Créations d'entreprises	+ 20,2	+ 25,0	+ 20,6
Micro-entrepreneurs ^a	+ 19,9	+ 26,6	+ 21,6
Entreprises classiques	+ 20,7	+ 21,8	+ 18,5
Création dans les territoires "aidés"			
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	327	6 242	92 482
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	10 027	18 899	179 547
Petites villes de demain (PVD)	199	7 024	67 446
Actions coeur de ville (ACV)	1 732	8 160	83 588
Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ^d	1 028	7 419	38 702
Création pour 10 000 habitants			
Toutes communes confondues	243	206	125
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	162	153	96
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	274	207	118
Petites villes de demain (PVD)	129	170	100
Actions coeur de ville (ACV)	228	187	127
Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ^d	161	145	112

a. Ex-régime de l'auto-entrepreneur créé en 2009 et modifié en 2014.

Champ: France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources: Insee (données sur les QPV, RP, Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise depuis 2010



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

b. Les données relatives au stock d'entreprises de l'année A-2 étant publiées en juillet de l'année A, les dernières données en date sont celles pour 2019.

c. Le taux de renouvellement correspond au rapport pour mille (%) du nombre de créations en 2021 sur le stock d'entreprises existantes à la fin 2019 (dernière année disponible) dans le champ marchand non agricole.

d. Les données de création en QPV concernent les établissements (Siret) contrairement aux autres indicateurs du document qui se basent sur l'entreprise (Siren). Elles portent sur l'année 2019 (dernière année disponible). Pour en savoir plus, se reporter à la méthodologie.

La création d'entreprise par secteur d'activité

Principaux indicateurs de la création d'entreprise par secteur d'activité

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Taux de renouvel- lement (‰)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)	Part des micro- entrepreneurs (%)
Activités secondaires	3 588	130	+ 6,4	- 1,1	63,2
Industrie	914	170	+ 23,7	+ 1,4	78,2
Construction	2 674	120	+ 1,6	- 1,7	58,1
Activités de type commerce	6 371	140	+ 17,0	- 1,2	64,5
Commerce de détail	1 694	115	- 0,6	- 2,9	58,4
Commerce de gros	957	140	+ 15,2	- 0,3	56,1
Commerce de bouche ^a	70	82	+ 55,6	- 0,4	31,4
Commerce et réparation automobiles	488	144	+ 15,1	+ 2,2	50,8
Hébergement	89	58	+ 15,6	+ 0,9	32,6
Restauration	955	111	+ 14,9	+ 1,7	47,5
Services en direction des personnes	2 118	223	+ 38,1	- 1,8	86,4
Activités de type services	16 423	209	+ 25,0	+ 4,0	70,6
Immobilier	1 616	147	+ 15,8	+ 6,2	41,2
Transports et entreposage	3 568	664	+ 53,7	+ 21,2	91,0
Activités scientifiques et techniques	4 188	231	+ 22,2	+ 2,5	72,7
Activités de soutien aux entreprises	2 458	216	+ 22,8	+ 1,8	75,5
Information et communication	1 197	250	+ 25,6	+ 1,2	72,1
Enseignement	1 056	192	+ 30,7	+ 0,7	87,3
Arts, spectacles et activités récréatives	704	176	+ 7,3	+ 2,9	60,7
Santé humaine et action sociale ^b	1 039	75	- 8,1	+ 2,2	44,8
Activités financières et d'assurance	597	127	+ 34,2	+ 1,9	18,3
Activités des sociétés holding	237	93	+ 76,9	+ 0,8	0,0
Total Alpes-Maritimes	26 382	174	+ 20,2	+ 1,5	68,1

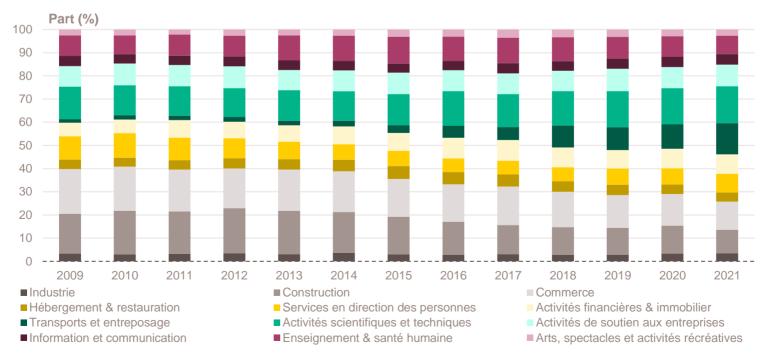
a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activités française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

Lecture: en 2021, 26 382 entreprises ont vu le jour dans les Alpes-Maritimes, un nombre en hausse de + 20,2 % par rapport à 2020, pour une évolution annuelle moyenne de + 1,5 % entre 2009 et 2020. Le taux de renouvellement est le plus élevé dans le secteur transports et entreposage, avec 664 nouvelles entreprises en 2021 pour 1 000 entreprises existantes en 2019 dans ce secteur (174 sur l'ensemble du département, tous secteurs confondus).

Champ : Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

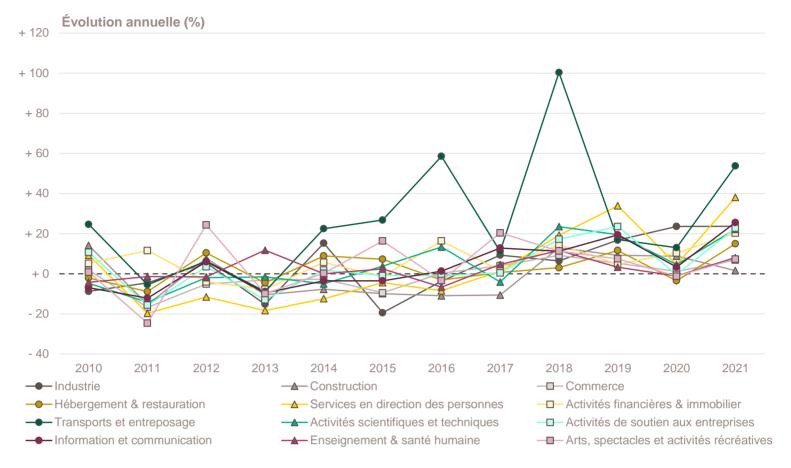
Création d'entreprise par secteur d'activité depuis 2009



Champ : Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Évolution de la création d'entreprise par secteur d'activité depuis 2010



Champ : Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise par activité principale exercée (APE)

Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en 2021	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)
5320Z - Autres activités de poste et de courrier	2 921	+ 61,6	+ 60,4
7022Z - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	1 628	+ 15,1	+ 6,0
8121Z - Nettoyage courant des bâtiments	1 228	+ 24,9	+ 10,4
9609Z - Autres services personnels n.c.a.	1 061	+ 40,0	+ 0,3
6831Z - Agences immobilières	934	+ 9,1	+ 11,7
4399C - Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	634	- 6,1	- 1,7
5610C - Restauration de type rapide	616	+ 21,5	+ 4,5
7410Z - Activités spécialisées de design	512	+ 37,3	- 2,4
7021Z - Conseil en relations publiques et communication	483	+ 78,2	+ 3,8
9602B - Soins de beauté	482	+ 29,9	- 2,5
4791B - Vente à distance sur catalogue spécialisé	476	+ 44,7	+ 11,0
6201Z - Programmation informatique	459	+ 7,0	+ 5,5
4932Z - Transports de voyageurs par taxis	421	+ 13,8	+ 21,2
4619B - Autres intermédiaires du commerce en produits divers	390	+ 1,6	- 2,6
4321A - Travaux d'installation électrique dans tous locaux	387	+ 0,3	+ 1,0
7112B - Ingénierie, études techniques	373	+ 15,5	+ 6,4
4334Z - Travaux de peinture et vitrerie	352	+ 8,0	- 5,6
4791A - Vente à distance sur catalogue général	349	- 29,6	+ 10,5
6810Z - Activités des marchands de biens immobiliers	316	+ 28,5	+ 7,3
8559B - Autres enseignements	314	+ 1,0	+ 5,8

Champ : Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Top 20 des activités en croissance du nombre de créations d'entreprises en 2021	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)
5813Z - Édition de journaux	39	+ 3 800,0	+ 0,0
6832A - Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	76	+ 280,0	- 4,6
7490A - Activité des économistes de la construction	165	+ 243,8	+ 0,9
8899B - Action sociale sans hébergement n.c.a.	43	+ 138,9	- 0,5
9002Z - Activités de soutien au spectacle vivant	52	+ 136,4	- 7,3
8559A - Formation continue d'adultes	205	+ 115,8	- 8,5
9604Z - Entretien corporel	201	+ 113,8	- 6,3
4729Z - Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé	38	+ 100,0	- 7,2
6202A - Conseil en systèmes et logiciels informatiques	233	+ 97,5	- 1,9
7711A - Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers	43	+ 87,0	+ 0,9
4110A - Promotion immobilière de logements	45	+ 80,0	+ 2,3
7021Z - Conseil en relations publiques et communication	483	+ 78,2	+ 3,8
4941A - Transports routiers de fret interurbains	87	+ 77,6	+ 3,1
6420Z - Activités des sociétés holding	237	+ 76,9	+ 0,9
5920Z - Enregistrement sonore et édition musicale	41	+ 70,8	+ 2,9
4642Z - Commerce de gros d'habillement et de chaussures	59	+ 68,6	+ 4,3
8299Z - Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	148	+ 68,2	- 11,2
9529Z - Réparation d'autres biens personnels et domestiques	75	+ 66,7	- 9,0
4399D - Autres travaux spécialisés de construction	49	+ 63,3	- 5,9
3299Z - Autres activités manufacturières n.c.a.	55	+ 61,8	+ 4,9

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, leur variance dans le temps peut être très forte. Pour ne pas biaiser le classement par ces données peu significatives, seules sont retenues les activités qui comptabilisent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours, soit 37 créations d'entreprises dans les Alpes-Maritimes.

Champ : Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en décroissance du nombre de créations d'entreprises en 2021	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)
4771Z - Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	49	- 44,3	- 5,4
4333Z - Travaux de revêtement des sols et des murs	111	- 40,3	+ 2,7
8622C - Autres activités des médecins spécialistes	57	- 39,4	+ 10,1
8690D - Activités des infirmiers et des sages-femmes	163	- 33,7	+ 1,4
8219Z - Photocopie, prépa. de documents et autres activités de soutien de bureau	122	- 33,0	- 0,8
4791A - Vente à distance sur catalogue général	349	- 29,6	+ 10,5
6312Z - Portails Internet	38	- 29,6	+ 2,8
9329Z - Autres activités récréatives et de loisirs	233	- 28,3	+ 13,3
8621Z - Activité des médecins généralistes	78	- 22,0	+ 5,8
7311Z - Activités des agences de publicité	96	- 20,7	+ 0,4
4339Z - Autres travaux de finition	82	- 20,4	- 9,5
4782Z - Comm. de détail de textiles, habillement etc. sur éventaires et marchés	38	- 19,1	- 6,7
4312A - Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	68	- 17,1	+ 2,7
8810A - Aide à domicile	57	- 13,6	+ 1,1
7420Z - Activités photographiques	169	- 12,4	+ 2,7
6820A - Location de logements	63	- 11,3	- 6,6
7490B - Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	205	- 10,5	+ 2,1
4789Z - Autres commerces de détail sur éventaires et marchés	89	- 10,1	- 12,4
4778C - Autres commerces de détail spécialisés divers	76	- 7,3	- 13,3
4711B - Commerce d'alimentation générale	89	- 6,3	+ 2,7

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, leur variance dans le temps peut être très forte. Pour ne pas biaiser le classement par ces données peu significatives, seules sont retenues les activités qui comptabilisent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours, soit 37 créations d'entreprises dans les Alpes-Maritimes.

Champ: Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

La création d'entreprise par nature juridique

Principaux indicateurs de la création d'entreprise par nature juridique

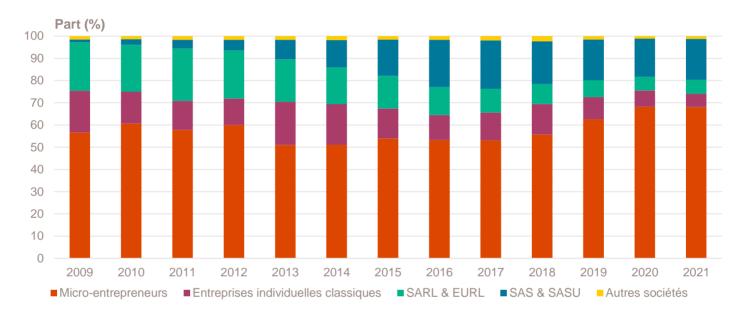
Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)
Entreprises individuelles	19 532	74,0	+ 17,7	+ 1,5
Micro-entrepreneurs	17 977	68,1	+ 19,9	+ 3,2
Entreprises individuelles classiques	1 555	5,9	- 2,6	- 6,9
Sociétés	6 850	26,0	+ 27,6	+ 1,5
SARL & EURL	1 673	6,3	+ 24,7	- 9,5
SAS & SASU	4 853	18,4	+ 28,8	+ 28,0
SCI	24	0,1	+ 0,0	- 3,9
Autres ^a	300	1,1	+ 27,7	- 0,4
Total Alpes-Maritimes	26 382	100,0	+ 20,2	+ 1,5

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

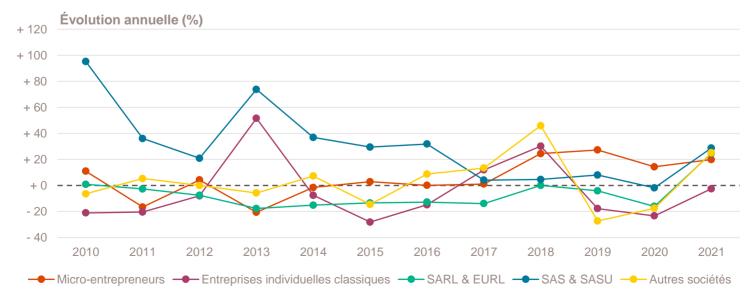
Création d'entreprise par nature juridique depuis 2009



Champ : Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise par nature juridique depuis 2010



Champ : Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

La création d'entreprise par taille et les emplois créés

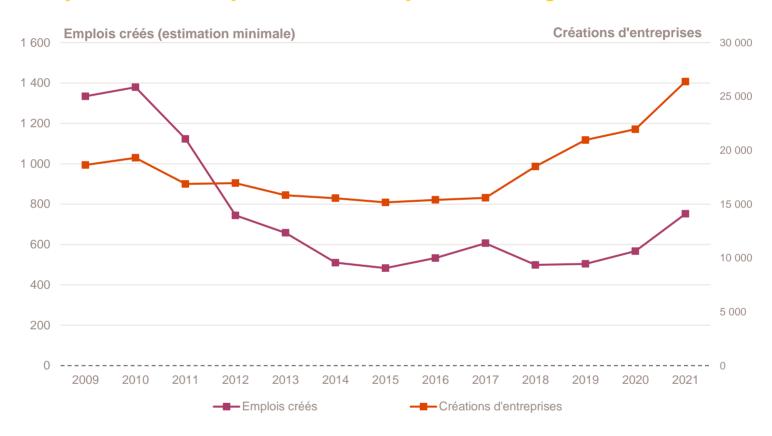
Principaux indicateurs de la création d'entreprise par taille au démarrage

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)
Non-employeuses (sans salarié)	25 948	98,4	+ 20,0	+ 1,8
Employeuses	434	1,6	+ 31,5	- 7,5
1 à 2 salariés	363	1,4	+ 29,2	- 7,0
3 à 5 salariés	41	0,2	+ 46,4	- 11,8
6 à 9 salariés	16	0,1	+ 128,6	- 9,5
10 salariés et plus	14	0,1	+ 0,0	- 4,8
Total Alpes-Maritimes	26 382	100,0	+ 20,2	+ 1,5

Champ: Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Emplois créés *a minima* par les nouvelles entreprises au démarrage



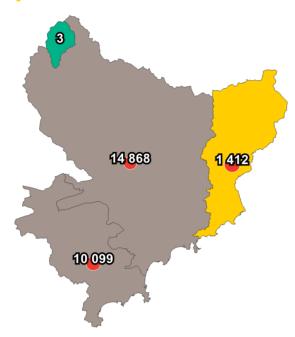
Note de lecture : à défaut de connaître le nombre exact de salariés à la création des entreprises, la base REE indique la tranche du nombre de salariés à la création. En prenant la borne basse de chaque intervalle, il est donc possible d'estimer le nombre minimal d'emplois créés par les créations d'entreprises dans le département.

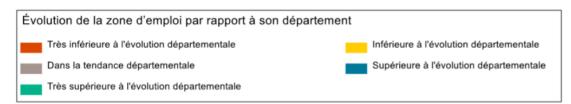
Lecture : en 2021, au moins 752 emplois ont été créés dans les Alpes-Maritimes par les entreprises créées dans l'année, soit une hausse de + 32,6 % par rapport à 2020 et une baisse de - 7,5 % en moyenne tous les ans entre 2009 et 2020.

Champ : Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Focus zones d'emploi

Carte départementale de l'évolution de la création d'entreprise par zone d'emploi

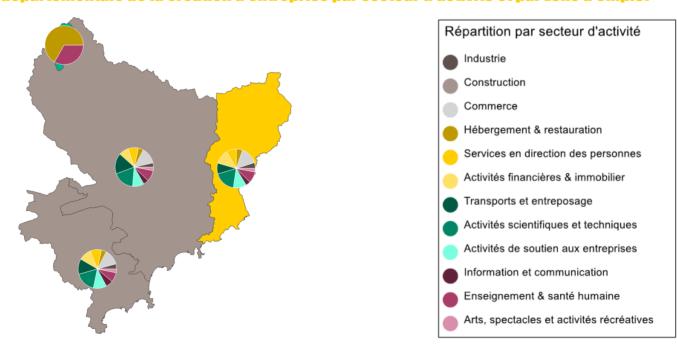


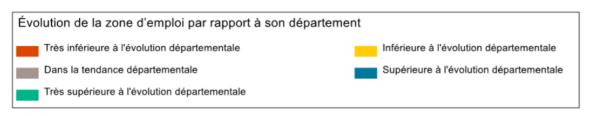


Note de lecture : pour les zones d'emploi à cheval sur plusieurs départements, le nombre indiqué ne concerne que la partie située dans le département. Champ : Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Carte départementale de la création d'entreprise par secteur d'activité et par zone d'emploi





Note de lecture : pour les zones d'emploi à cheval sur plusieurs départements, le nombre indiqué ne concerne que la partie située dans le département. Champ : Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Focus communes

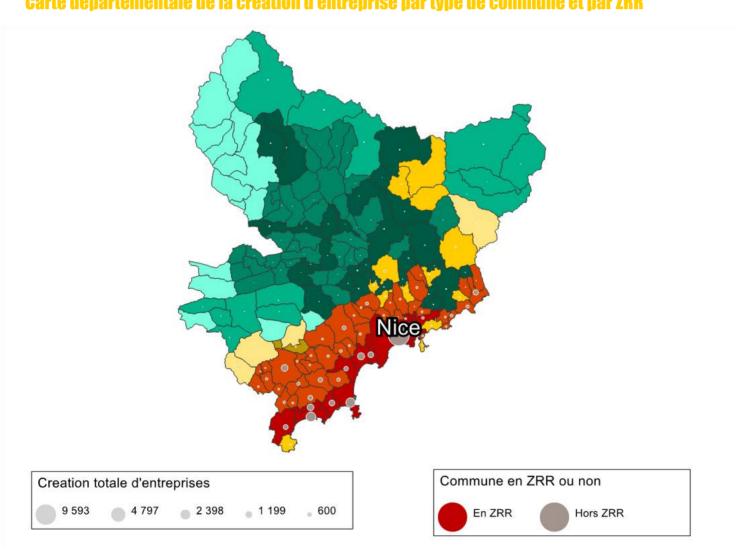
Création d'entreprise par type de commune

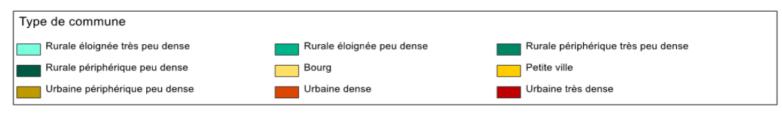
Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Part de la création en ZRR (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)	Taux de renouvel- lement (‰)
Rurale éloignée très peu dense	60	0,2	76,7	+ 71,4	+ 0,8	182
Rurale éloignée peu dense	160	0,6	55,6	+ 12,7	- 1,9	106
Rurale périphérique très peu dense	74	0,3	58,1	+ 32,1	- 1,2	160
Rurale périphérique peu dense	375	1,4	29,3	+ 13,3	- 0,0	144
Bourg	176	0,7	0,0	+ 28,5	- 0,8	153
Petite ville	496	1,9	7,9	+ 38,2	- 0,0	166
Urbaine périphérique peu dense	53	0,2	0,0	+ 0,0	+ 0,9	159
Urbaine dense	6 384	24,2	0,0	+ 16,4	+ 1,2	153
Urbaine très dense	18 604	70,5	0,0	+ 21,1	+ 1,8	184
Total Alpes-Maritimes	26 382	100,0	1,2	+ 20,2	+ 1,5	174

Champ : Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Carte départementale de la création d'entreprise par type de commune et par ZRR





Champ: Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus Zones de revitalisation rurale (ZRR)

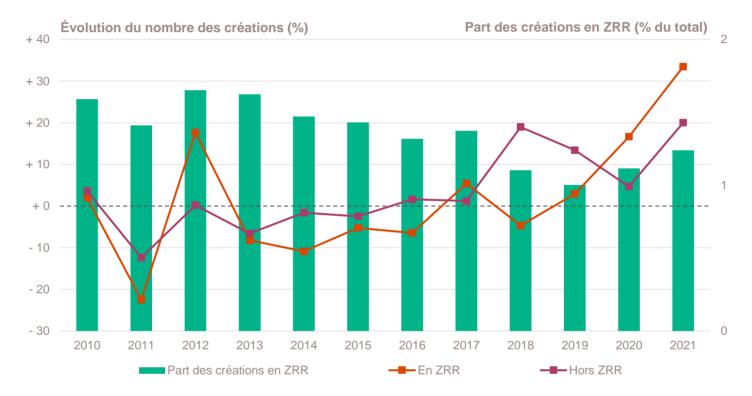
Création d'entreprise dans les ZRR

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)	Taux de renouvellement (‰)
Créations en ZRR	327	1,2	+ 33,5	- 1,9	125
Créations hors ZRR	26 055	98,8	+ 20,0	+ 1,6	174
Total département	26 382	100,0	+ 20,2	+ 1,5	174

Champ: Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise dans les ZRR depuis 2010



Champ : Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 10 des activités porteuses de la création d'entreprise dans les ZRR

Top 10 des activités en nombre de créations d'entreprises en 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part %
8121Z - Nettoyage courant des bâtiments	22	6,7
8551Z - Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	18	5,5
9609Z - Autres services personnels n.c.a.	14	4,3
5610C - Restauration de type rapide	11	3,4
6832A - Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	10	3,1
7420Z - Activités photographiques	9	2,8
4399C - Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	8	2,4
5320Z - Autres activités de poste et de courrier	7	2,1
7022Z - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	7	2,1
4322A - Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	6	1,8

Champ : Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Focus Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

Création d'établissement par QPV

Année 2019	Nombre de créations d'établissements	Création pour 10 000 habitants	Taux de renouvel- lement (‰)
QP006001 - Las Planas	13	120	371
QP006002 - Coeur De Ville - Hauts De Vallauris	56	160	177
QP006003 - Ranguin-Frayère	45	95	280
QP006004 - Genêts - Oliviers - Saint-Pierre	27	131	491
QP006005 - Grand Centre	128	188	147
QP006006 - Les Fleurs De Grasse	12	90	500
QP006007 - La Condamine	21	130	266
QP006008 - Centre	24	113	270
QP006009 - Résidence Sociale Nicéa	1	10	56
QP006010 - Les Moulins - Le Point Du Jour	90	123	367
QP006011 - Les Sagnes	19	220	156
QP006012 - Centre	114	331	134
QP006013 - Paillon	182	141	340
QP006014 - Ariane - Le Manoir	178	151	210
QP006015 - Palais Des Expositions	70	435	400
QP006016 - Centre	48	305	103
Total QPV dans les Alpes-Maritimes	1 028	161	210

Note de lecture : le taux de renouvellement par QPV correspond au rapport pour mille (‰) du nombre de créations d'établissements d'entreprises au cours de l'année 2019 (dernière année disponible) sur le stock d'établissements existants cette même année dans le secteur marchand non agricole de chaque QPV. Etant donné que ce taux de renouvellement est calculé avec le nombre de créations d'établissements en 2019, il n'est pas comparable avec celui calculé précédemment pour le département.

Champ: Alpes-Maritimes, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, données sur les QPV). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Note méthodologique

Sources et définitions

Source des données

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), des résultats des recensements de la population (RP) et des données sur les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), tous les quatre mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; des données de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) pour les communes en Zones de revitalisation rurale (ZRR), en Action coeur de ville (ACV), en zones d'Aide à finalité régionale (AFR) et les Petites villes de demain (PVD) ; et de la base de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'Éducation nationale (MENJS) pour la typologie des communes.

Définition du champ d'analyse

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des activités marchandes non agricoles, autrement dit, sur les activités de l'industrie, du commerce et des services. Ils concernent le département des Alpes-Maritimes.

La définition des créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an :
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Dans le cas des micro-entrepreneurs, les créations ne peuvent être dénombrées au sens du concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité.

Micro-entrepreneur

Depuis le 19 décembre 2014, le terme de micro-entrepreneur requalifie le régime de l'auto-entrepreneur mis en place au 1^{er} janvier 2009. De nouvelles dispositions s'appliquent, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014. Sont ainsi définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié. Il ne faut donc pas les confondre avec la catégorie des microentreprises définie par la loi de modernisation de l'économie de 2008.

Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.

Entreprise classique

Ce terme définit l'ensemble des entreprises (individuelles et sociétés) hors régime du micro-entrepreneur (exauto-entrepreneur).

Taille des entreprises

Typologie des communes

Elle est définie par le nombre de salariés au démarrage de l'activité de l'entreprise. Certaines années, la donnée peut être manquante pour quelques entreprises.

Une typologie des communes en neuf catégories a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, surtout pour décrire les zones rurales.

Neuf catégories sont ainsi définies :

- Rurale éloignée très peu dense
 - Rurale éloignée peu dense
 - Rurale périphérique très peu dense
 - Rurale périphérique peu dense
 - Bourg
 - Petite ville
 - Urbaine périphérique peu dense
 - Urbaine dense
 - Urbaine très dense

Accéder au rapport sur la typologie des communes pour décrire le système éducatif.

Zone de revitalisation rurale (ZRR)

Les Zones de revitalisation rurale (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. La liste est fixée par arrêté et le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales.

Sont considérées en ZRR, toutes communes intégralement ou partiellement classées en ZRR dans le découpage de l'ANCT selon le Code officiel géographique (COG) au 1^{er} janvier 2021.

Pour en savoir plus, voir les pages dédiées aux ZRR sur le site de la DGE.

Zone d'aide à finalité régionale (AFR)

Les zones d'Aide à finalité régionale (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement. Le zonage des AFR est fixé par décret. Il délimite les zones dans lesquelles les pouvoirs publics, État et collectivités locales, ont pu allouer des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Sont considérées en AFR, toutes les communes intégralement (à taux majoré ou non) ou partiellement classées en AFR dans le découpage de l'ANCT des communes selon le Code officiel géographique (COG) du 1^{er} janvier 2021.

Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.

Petite ville de demain (PVD) & Action coeur de ville (ACV)

Le programme Petites villes de demain (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour mettre en oeuvre leurs projets de revitalisation. Le programme Action coeur de ville (ACV) vise à faciliter et à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en coeur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)

Les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) sont des territoires d'intervention du ministère de la Ville, définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Leur liste et leurs contours ont été élaborés par l'ANCT.

Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.

Zone d'emploi

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main-d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage en zone d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Le zonage définit aussi des territoires pertinents pour les diagnostics locaux et peut guider la délimitation de territoire pour la mise en œuvre des politiques territoriales initiées par les pouvoirs publics ou les acteurs locaux.

Calculs

Estimation des emplois créés

La base REE ne permet de connaître la taille de l'entreprise à la création (en nombre de salariés) que par tranche. Le nombre exact de salarié n'étant pas connu, une estimation est nécessaire quant à la création d'emplois engendrée par ces créations d'entreprises. Afin de ne pas surestimer les créations d'emplois, notamment dans les tranches élevées (par exemple, la catégorie « 50 à 99 salariés »), et de se baser sur un minimum, la borne basse de chaque classe est retenue. Ainsi, une création dans la classe « 6 à 9 salariés » comptera pour 6 créations d'emplois a minima.

Top des activités en croissance ou décroissance du nombre de création

Sur les 735 activités répertoriées par la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart compte peu de créations voire aucune de façon structurelle, dans chaque territoire. Pour éviter que quelques créations, qui n'interviennent que rarement, ne viennent biaiser les chiffres avec des variations brusques, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours dans le département. Ce chiffre varie donc pour chaque département.

Taux de croissance annuel moyen (TCAM)

Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de n années. Le TCAM est plus approprié que le taux de variation annuelle (qui compare l'évolution d'une année sur l'autre) lorsqu'il s'agit de comparer l'évolution d'un indicateur sur des périodes de durées différentes.

Exemple : un TCAM de + 2 % entre 2000 et 2010, signifie une croissance moyenne de + 2 % chaque année, pendant les dix années séparant 2000 et 2010. Dans ce cas, le taux de variation annuelle sera de + 22 % (la variation entre 2000 et 2010), avec une évolution moyenne de + 2 % tous les ans, pendant 10 ans.

2009 comme année d'ancrage

En complément du taux de croissance annuel, le taux de croissance annuel moyen sur 2009-2019 est communiqué dans la plupart des tableaux. Cette information permet de comparer l'évolution sur la dernière année par rapport à l'évolution annuelle sur le long terme. L'année 2009 est choisie comme année d'ancrage, car il s'agit d'une année charnière, d'une part, avec l'introduction du régime du micro-entrepreneur (ex-auto-entrepreneur) et, d'autre part, avec le retournement de cycle lié à la crise de 2008.

Bpifrance Création - Observatoire de la création d'entreprise

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 18/02/2022.

ISSN en cours.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise dans les Alpes-Maritimes, Fiche statistique pour l'année 2021. Bpifrance Création, février 2022. »

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.